

François Brune

MÉMOIRES  
D'UN  
FUTUR PRÉSIDENT

*« Gouverner, c'est parler. »*

Le Président

Séquence 4

## Mémoires d'un futur président

*Au fil de votre été :*

Liste des séquences proposés le jeudi...

- 21 Juin. *Séquence 1.*
- 28 Juin. *Séquence 2.*
- 5 juillet. *Séquence 3.*
- 12 juillet. *Séquence 4.*

*On ne saurait réussir dans le privé sans vouloir mettre sa capacité de travail au service des pouvoirs publics... « J'aurai si Dieu le veut un destin municipal », déclare notre homme d'affaires qui entend déjà faire de la France une entreprise. (voir [séquence précédente](#))*

## DEUXIEME PARTIE

## I

Ponchirac est une coquette ville de province. C'est là que, sur les instances de Fouchcard, je fis l'acquisition du *Castel*, ma principale résidence secondaire. J'eus ce vieux manoir pour une soixantaine de millions, une bagatelle à côté de notre chiffre d'affaires ; mes relations dans l'administration me valurent quelques subventions conséquentes pour restaurer mon château en péril ; et, n'en déplaise au *Canard enchaîné* qui devait profiter de l'occasion pour me surnommer Castel-Ponpon, je goûtais en ces lieux mes seules vraies détente, un bonheur ennobli par le cadre immémorial où il s'enracinait.

Je m'y plaisais tellement qu'il me vint à l'esprit, un soir où j'avais pour hôtes mes amis du conseil d'administration, d'implanter à Ponchirac une nouvelle usine. La rivière au cours régulier et au débit honorable, la main-d'œuvre féminine bon marché et d'excellente mentalité, un conseil municipal favorable (notre médecin Delordre y siégeait) étaient des arguments de poids. On désirait de plus, depuis un moment, que la Médinform échappât partiellement à une agglomération ouvrière dont la municipalité demeurait trop rouge à notre goût... L'idée fit son chemin, la décision fut prise, et notre mini-décentralisation régionale put s'effectuer, accompagnée comme il se doit de subventions gratifiantes pour notre société comme pour ses dirigeants : il ne faut cracher sur rien, dit le proverbe.

Le seul problème se posa quand notre usine ultra-

moderne se mit à tourner : elle captait les trois quarts de l'eau de la rivière. L'association de pêcheurs à la ligne se plaignit.

— Mais nous en restituons l'essentiel, avais-je remarqué.

— Oui, mais à 35° !

— Eh bien, ça réchauffe l'atmosphère.

J'avouai que c'était un peu ennuyeux ; mais, par un louable souci d'économie, on ne l'avait pas prévu. D'autre part, la combustion des matières plastiques étant ce qu'elle est, la fabrique dégageait des fumées noirâtres que le vent chassait vers la ville. Compte tenu de la configuration du lieu, à vrai dire, il n'y avait que les quartiers populaires à être parfumés : c'était supportable. N'empêche, une rumeur défavorable accusait la Médinform. « Pollution à l'Est. Pollution à l'Ouest », lisait-on sur des murs. Des notables même s'en mêlaient, qui n'avaient pas comme moi leur *Castel* en plein sud.

Or, à l'approche des élections municipales, on voulut politiser l'affaire. Protestations, pétitions, signatures. Un groupe de socialistes forcenés mobilisait l'opinion. Les élus étaient menacés, et le vieux maire, dépassé par l'événement. On réclamait de nous des investissements coûteux pour dépolluer (« les pollueurs doivent être les payeurs »), sans se soucier de notre compétitivité, à une époque où, dans l'industrie du sexe, la concurrence se faisait acharnée. Pour défendre l'ordre naturel des choses, permettre à l'usine de fonctionner, et sauver tout à la fois l'entreprise, l'emploi et la ville, il fallait un homme jeune assisté d'une équipe dynamique à la tête de l'Etat, je veux dire, de Ponchirac<sup>1</sup>. On vint me trouver, en délégation.

---

1. *Note de l'éditeur* : Ce petit lapsus donne à penser que Mapon n'a pas entièrement écrit ses *Mémoires*. Visiblement, certaines pages ont été dictées à quelque secrétaire trop fidèle. D'où certaines tournures de la langue parlée, que l'éditeur s'est interdit de réécrire, vu le caractère historique de l'ouvrage.

— Les socialistes parlent même de municipaliser les terrains à bâtir ! s'exclamait Delordre. Pourquoi pas nationaliser la médecine, pendant qu'ils y sont !

— Si les socialistes passent, dit avec dégoût Fouchard, tout Ponchirac en sera infecté !

— Et tout cela, pour un peu de fumée !

— C'est bien la question, dis-je avec une certaine hauteur de réflexion : entre deux pollutions, il faut choisir la moindre.

On me pria de me dévouer : j'acceptai. Une fois de plus, là où était mon intérêt, là était mon devoir. Et rentrant dans mon château, je me disais en moi-même avec étonnement : « Mais comment ai-je pu, jusqu'à présent, *n'être pas maire* ? »

Je visitai aussitôt les notables du lieu, pour constituer notre liste. Quelques conseillers municipaux nous claquèrent dans les mains, mais on en acheta d'autres. Dès lors, je multipliai les contacts, gagnant les classes moyennes à ma cause en me montrant de leur milieu. Au sortir d'un entretien avec le curé de la ville, je déclarai sur le parvis de l'église :

— J'aurai, si Dieu le veut, un destin municipal.

Le mot fut rapporté par la presse locale. La campagne était commencée, avec la caution divine.

Un obstacle surgit bientôt : ma femme. A sa demande, je l'avais associée à l'organisation de la campagne. Elle s'étonna d'abord que j'eusse interdit à mon équipe de parler de pollution. Je parvins tout de même à la convaincre qu'on ne pouvait rien à la chose, qu'il fallait que le peuple s'habitue à ce nouvel opium, et qu'enfin taire le mot était le plus sûr moyen de supprimer le problème. Elle revint à la charge peu après sur le chapitre des promesses électorales.

— Des promesses, des promesses, ce n'est pas nouveau, mon chéri. Et tu en fais beaucoup.

— Mais moi, dis-je, je déclare qu'on les réalisera.

## MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

— Regarde-moi bien, dit-elle.

Je la serrai au contraire contre moi, pour éviter le piège de ses beaux yeux profonds.

— Eh bien ? fis-je, en lui bisant le cou.

— Jure-moi que tu as l'intention de les réaliser, tes promesses.

— Ecoute, ma chérie...

— Jure !

— Franchement, ce serait un manquement à l'honnêteté. Il faut s'entendre : il y a une différence entre l'intention et l'exécution, comprends-tu. Et puis, il faut distinguer entre promesses écrites et promesses verbales, promesses-souhaits, promesses-propositions et promesses-engagements. Tout cela n'est pas de même nature, vois-tu. L'essentiel, c'est qu'en satisfaisant le besoin de rêves du citoyen, la promesse devienne comme la poésie de la vie politique. L'homme vit d'espoir...

— Tu m'ouvres des horizons, dit-elle.

— Et d'ailleurs, si on ne promettait rien, crois-tu qu'on en ferait davantage ?

— Non, sans doute.

— C'est qu'à force de promettre, vois-tu, les mots étant ce qu'ils sont, on finit toujours par réaliser un peu. Sinon, que ferait-on de l'argent du contribuable, je te le demande ?

Elle reçut ma leçon avec une bonne volonté toute scolaire. Et, de fait, en compagnie du cher Chelet, je prenais plaisir à formuler des promesses, au point que le lyrisme de nos promesses finissant par nous gagner nous-mêmes : *on y croyait* ! Mais nous alléchions aussi le citoyen par des moyens plus concrets, et c'est sur ce point que l'opposition de mon épouse fut la plus dure. Ayant jeté les yeux sur mon dossier-budget, elle s'écria un beau matin :

— Mais Georges, c'est de la corruption électorale !



— Comme tu y vas ! lui dis-je. D'abord, la corruption électorale est immorale et coûteuse.

— Mais tu en fais ?

— Mais non. Seulement, elle se justifie dans certains cas par la nécessité de rallier à la juste cause les réfractaires insensibles à tout autre argument. Notre cause est juste ?

— Je crois.

— Bien. Ce que tu appelles corruption devient alors une sorte de cens versé directement à l'électeur, et non plus à l'Etat. Après tout, le citoyen est libre de transformer son bulletin de vote en une sorte de bon du Trésor qu'il cède à la demande, au meilleur prix.

— Ah ? fit-elle en tentant de comprendre. Mais alors, pourquoi n'est-ce pas légal ?

— Parce que, tu sais ce que c'est : si c'était permis par la loi, il y aurait tout de suite des abus, c'est inévitable !

— Alors, tout est dans la modération ?

— Exactement. Ce qu'on appelle corruption n'a de sens, et d'efficacité, que si c'est rare, et mesuré.

Elle réfléchit quelques instants, avant de dire :

— Mais si quelqu'un de pauvre se présente aux élections...

— Eh bien ?

— Et s'il a le meilleur programme, comment pourra-t-il l'emporter ?

— Par la force de ses arguments, ma chère femme, car Dieu merci ! il n'y a pas que l'argent qui compte sur cette planète. Nous sommes en démocratie, n'oublions pas l'égalité des chances.

— Les riches ne sont pas avantagés ?

— Les riches, les pauvres ! Comme tu divises le monde ! Admettons que le riche a davantage les moyens de se donner au Bien public, voilà toute la différence.

— Tu crois ?

— Ecoute, ma chérie : si tu as confiance en moi, fais ce que je te dis sans te poser de questions. Ne cherche

## MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

plus à comprendre : cela froisse de plis la limpidité de ton front. Aide-moi.

Et j'embrassai ce front, en signe d'apaisement ; mais elle me refusa ses lèvres. Au fond d'elle demeurait une certaine réserve, un doute. Et je sentis alors combien il est dur pour un homme d'action d'être mal compris de sa partenaire conjugale ; mais, quand on veut agir sur le destin d'une nation, il faut bien consentir à quelques sacrifices.

Résolument opposé à la corruption électorale, sauf exception qui confirmât la règle, je ne voulais pourtant pas d'une campagne austère pour la population. J'organisai des distributions de bonbons pour les enfants, des séances de cinéma ou de music-hall pour les adultes, des envois de bandes dessinées vantant notre système économique et ma candidature, ou de petits cadeaux sans prétention. Tout ceci bien sûr gratuitement, pour ne pas mêler l'argent à la politique. Ainsi s'intéressaient dans leur bien à mon action des électeurs qui, sincèrement, cherchaient la vérité. A côté de cela, il y eut les affiches : un travail harassant puisqu'en plus de coller les nôtres, il fallait arracher celles de l'adversaire. Mais notre affiche était séduisante : on m'y voyait offrant à un enfant une jolie cassette débordante de louis d'or, avec au bas de l'image cette inscription frappante :

### IL PROMET CE QU'IL TIENT

Envieux, mes rivaux ne trouvèrent rien de mieux que de renverser la formule, en affirmant franco de leur candidat : « Il tient ce qu'il promet ! » Ce que je dénonçai aussitôt : « Il le tient si bien, fis-je à la cantonade, qu'il ne le lâchera pas ! »

Fouchcard hantait chaque jour les cafés et les rues avec ses hommes, discutait politique, offrait les tour-

nées : il avait pour objectif le petit commerce. Chelet, de son côté, conversait midi et soir parmi la grande bourgeoisie. Moi, je descendais dans la rue. Je me faisais annoncer discrètement pour être reconnu, et j'abordais leurs problèmes avec les ménagères. Je profitais de ces contacts pour venir en aide à ceux de mes électeurs que je pressentais dans le besoin : j'investissais dans la charité. C'est ainsi qu'un matin, je fis le marché avec un couple de vieillards dont le mâle était ancien combattant : naturellement, je réglai les achats (ces gens-là consomment peu) ; la chose fut vue, et bien vue ; en les reconduisant, le vieillard me confia, la larme à l'œil et d'une voix à fendre l'âme : « Votre désintéressement me touche, Monsieur. »

C'était bien là son objet. L'honnêteté est encore de nos jours ce qu'il y a de plus payant.

Sur un plan général, notre association privée contre l'impudeur avait fusionné avec une association locale dite « autonome », qui pourfendait l'immoralité d'une jeunesse paresseuse et contestataire, et défendait l'autorité des parents dans tous les domaines. Avec elle, je travaillais les notables. « Le juste milieu, c'est le milieu bourgeois », allais-je répétant ; et encore : « Il n'y a pas de liberté sans fermeté » ; et mieux : « La liberté de profit ne se divise pas ! » J'étais au mieux avec les pharmaciens et médecins, avec les notaires et architectes, avec les magistrats et grands garagistes, avec des industriels non concurrents, avec le sous-préfet, avec le percepteur enfin, pour des raisons réciproques...

Du côté des prolétaires, je fus considérablement aidé par la présence de mon épouse dans les œuvres sociales de Ponchirac. Elle s'occupait, avec un groupe de lycéens bien-pensants, des bidonvilles qui s'étaient créés par hasard aux alentours de la ville, peu après l'installation de notre usine d'ailleurs. Elle prenait à cœur cette occupation, me faisant promettre de résoudre ce problème quand je serai élu. « Si tu me le promets à

*moi*, disait-elle... — Hé, cela dépendra du conseil municipal, il y a des priorités. » Toujours est-il que la réputation de mon épouse rejallit sur moi, dans la mesure où elle parvint à reloger quelques immigrés — pas tous heureusement, car il eût été impopulaire de trop les installer à Ponchirac.

Alliée à ma générosité politique, l'activité désintéressée de ma femme dut convaincre l'électeur moyen que j'étais un homme bon. Par mon activité professionnelle, on savait que j'étais un homme compétent. La *vox populi* confirma ces vérités : je fus sacré maire de Ponchirac. J'avais réussi mon premier galop politique en franchissant le handicap de la pollution, ou plutôt, en évitant l'obstacle.

On fêta l'événement au champagne. Mais, tandis que je croulais sous les félicitations, j'étais déjà ailleurs songeant à cet avenir politique qui, d'avance, compensait les premiers refus de tendresse de mon épouse. Je me voyais à Paris. Je me voyais entrant à l'Assemblée nationale, juste en face du pont de la Concorde. J'inspectais ce lieu historique, je prenais place : j'étais à la Chambre ! Nous étions là près de six cents députés de toute nature, dignes représentants du peuple, assis dans un amphithéâtre en forme d'hémicycle. Il y avait la gauche, il y avait la droite, il y avait les centres. Je ne me laissais pas intimider par le nombre. Dès l'abord, j'allais de-ci de-là, j'écoutais (peu), je participais, j'interpellais, je votais, je rapportais, je discourais, avec le micro et le verre d'eau, je légiférais, on m'applaudissait, on riait, on me soutenait, j'avais toujours le dernier mot, j'étais toute parole, *j'agissais* en un mot, puisqu'il m'était donné de parler !

Le problème, c'est que je n'y étais pas encore, à l'Assemblée. Trois mois passèrent, le temps de faire mes classes à l'école des maires : une mairie, c'est un petit Etat. Puis je tins conseil avec mon équipe : j'esti-

mais avoir deux ans pour mettre au point méthodiquement ma future élection. La Médinform y tenait, pour un tas de raisons. Le choix de la circonscription s'imposait : je comptais rentabiliser ma renommée régionale. L'Auvergne était avec moi, l'Auvergne — nombril boutonneux de la France ! Seul le choix du parti méritait réflexion. On pouvait adhérer directement à la majorité régnante, pour obtenir son investiture. On pouvait aussi donner dans le centre pour être acheté au moment opportun par le parti majoritaire, quel qu'il soit : ce qui intéresse le centre, c'est sa périphérie. Mais il fallait choisir.

Chelet désirait l'intégration immédiate au plasma majoritaire, où il avait des relations. Fouchcard s'en foutait : pour quelque cause que ce fût, il voulait avant tout faire campagne. En fin de compte, j'optai pour l'ascension oblique, qui m'était chère, c'est-à-dire pour la filière centriste de conquête du pouvoir, qui consiste pour vaincre à se laisser séduire. Tous les centres mènent à Rome... il suffisait de bien jouer.

D'où un plan simple : lancer un nouveau parti, ou mieux, un mouvement. Un mouvement de citoyens libres, dégoûtés jusqu'alors de la vie politique. Un mouvement ni de droite ni de gauche, mais « d'ailleurs », *résolument*. D'ailleurs, d'au-dessus et d'à côté, mais néanmoins centré sur les mêmes thèmes idéologico-électoraux que la majorité, pour mordre sur sa clientèle. Grossir alors quelques différences mineures pour les muer en désaccords fondamentaux aux yeux de l'opinion publique. Gagner le soutien de groupes capitalistes dont les intérêts divergent de ceux qui monopolisent le gouvernement : concurrence, concurrence ! Enfin, une fois à l'Assemblée, céder après de vives tractations au noble appel de la majorité, contre aide financière et portefeuilles ministériels.

Cette stratégie tracée, il restait à trouver un nom à notre mouvement. Un nom qui fût lui-même un pro-

gramme. Un nom qui exprimât notre lutte *pour* la justice sociale, *pour* la défense de *nos* libertés démocratiques, *pour* la priorité donnée au progrès économique *et* à la qualité de la vie, *pour* une politique de l'ouverture et de la réforme dans le cadre de la continuité et du respect des traditions, *pour* la primauté donnée à la paix mondiale en harmonie avec l'expansion des armements, *pour* le développement des peuples coordonné à la recherche spatiale, *pour* une politique de la crise sans crise de la politique, *pour* la conciliation des techniques de pointe avec les aspirations populaires, *pour* le bien des Français allié à la grandeur de la France, *pour* l'union à tous les pays dans la protection de l'intégrité nationale, en un mot, *pour* tout ce qui était *pour*... On pouvait difficilement être contre.

Mais comment synthétiser ce vaste projet dans un sigle qui fût choc ? Ou suffisamment neutre pour pouvoir tout contenir ? Ou qui fasse un certain choix parmi ces thèmes sans donner l'impression d'exclure les autres ? Au fond, ce qui comptait, c'était d'employer les mêmes mots que le parti majoritaire : la différence résiderait dans ceux auxquels on mettrait des majuscules.

— Je propose le M.O.S.P., Mouvement pour un Ordre Social Paisible, disait Fouchard : il est important que le mot Ordre y figure.

— Je préférerais le P.F.A., Parti des Français Apolitiques, déclarait Chelet : il faut insister sur une gestion saine des affaires.

Et moi, je prétendais fonder le R.M.F., Rassemblement de la Majorité des Français, distinct du parti majoritaire tout en ayant le même objet, puisque, par définition, il était ouvert à tous. Naturellement, comme il arrive en démocratie, c'est sur une quatrième appellation que nous tombâmes d'accord, le Parti de la Majorité Unique, dont le seul sigle devait créer une confusion favorable dans l'esprit populaire.

Notre mouvement était né. Ce fut aussitôt le branle-bas de combat. Je réunis mes amis et d'autres personnalités dans l'une des caves aménagées de mon Castel, en l'absence de mon épouse que j'avais dissuadée de venir. On devait mettre au point des thèmes, des gadgets, des idées, des méthodes et des moyens pour mener une future campagne triomphale. Champagne, cigares ; un fond de musique allègre et tricolore ; des participants bientôt en bras de chemise, la cravate desserrée ; une soirée chaude, animée, créatrice. J'interrogeai mon chef de publicité, qui revenait d'un séminaire de recyclage en sociologie :

— A quel tissu humain avons-nous affaire ?

— Un tissu mélangé, qui comprend des catégories rurales inégalement développées, des secteurs ouvriers urbains, une classe commerçante nombreuse qui se sent menacée par les grandes surfaces, puis...

— C'est bon. Commençons par les paysans ; il faut défendre la propriété privée.

— On peut déplorer aussi l'envahissement des résidences secondaires.

— Soit, mais avec doigté. Vous ne voyez rien d'autre ?

— Il faut attaquer la politique agricole européenne du Marché commun, intervint Fouchcard.

— Excellente idée ; mais vous dites « attaquer » ?

— Disons « plaindre le sort des agriculteurs », ce serait plus humain, fit Chelet.

— C'est cela : dès qu'on le considère comme victime, le paysan est porté à vous croire.

— En ce qui concerne les ouvriers ? demanda Delordre.

— C'est un milieu que je connais bien, répondis-je. Rien ne vaut le contact direct : j'irai dans les banlieues, les ateliers, les bistrotts.

— Nous pourrions nous prononcer pour la suppression des injustices, déclara Chelet.

— Du moins les plus criantes : celles qu'on entend trop.

## MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

— Très juste.

— Reste le petit commerce, dit mon chef de publicité : un secteur échaudé par les dernières campagnes tous azimuts de la Médinform. On nous pardonne mal de jouer à fond les grandes surfesses, euh... excusez, les grandes surfaces.

— On peut orchestrer, dit Delordre, la révolte contre les taxes et la fiscalité.

— Classique, dis-je.

— On devrait protester contre les monopoles capitalistes subventionnés par l'Etat pour faire crever à petit feu le menu commerce ! dit Chelet avec lyrisme.

— Vous m'étonnez, Chelet ; où avez-vous lu ça ?

— Non, dit Fouchard inspiré : ce contre quoi il faut gueuler, c'est contre le grand banquier juif.

— Effectivement, dit mon publicitaire sociologue, l'antisémitisme marche encore très bien.

A ce moment, notre éminent juriste qui voulait garder l'anonymat, et que j'avais fait mander pour ses avis techniques, protesta véhémentement.

— Vous êtes antisémite ? demanda-t-il en s'adressant directement à moi.

— Oui et non, répondis-je. Enfin, non. Un peu. Comme tout le monde. Ça dépend où... Disons que si l'antisémitisme soutient une argumentation payante, et gratuite, eh bien...

— Mais c'est grave !

— Attention ! Je n'ai rien contre le Juif en soi, n'est-ce pas ? Je le suis peut-être d'ailleurs — car qui ira démêler les mystères gynéco-généalogiques de la civilisation judéo-chrétienne ? J'irai même jusqu'à dire que les Juifs ne sont pas une race à mes yeux : j'en connais de tous les milieux, de tous les pays. Cela dit, je trouve certains défauts à ces individus, comme cette aptitude confondante qu'ils montrent pour la spéculation, qu'elle soit intellectuelle ou financière.

— C'est un jeu de mots gratuit !

— Je pratique la gratuité.



## MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

— Enfin, une formule n'est pas une preuve !

— Le rôle d'une formule n'est pas d'être vraie, c'est d'être convaincante. La vérité, c'est ce qu'on arrive à faire croire — qui a dit cela ? Je ne sais plus.

— Mais enfin, souvenez-vous d'Auschwitz !!!

— C'est vieux.

A ces mots, mon éminent juriste pâlit, se leva et sortit, en oubliant sa veste, que je devais lui rendre à un prochain conseil d'administration de la Médinform. Pour détendre l'atmosphère, je saluai cette sortie d'une boutade :

— Dieu lui-même qui était juif, dis-je, a attendu que les hommes soient au plus bas de leur valeur pour les racheter !

On sourit finement.

L'heure tournait. Nous envisageâmes le cas des « catégories diverses » sur un rythme accéléré.

— Que faire des vieillards ?

— Je m'en charge, dis-je : j'ai de la pitié à revendre.

— Les immigrés ?

— Ma femme se dévouera.

— Les militaires ?

— Leur redonner confiance.

— Les infirmes ?

— C'est une question de crédits.

— Les rebouteux ?

— Nous écouterons, nous prendrons bonne note.

— Les maquignons ?

— Il n'est pas question de toucher aux circuits de distribution de la viande.

— Les femmes ?

— Distribution générale de prêt-à-porter ; abonnement gratuit à des journaux publicitaires.

— Les croque-morts ?

— Avancement de l'âge de la retraite à quarante ans.

— Les gauchistes ?

— Ça dépend lesquels.

## MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

- Les gauchistes sexuels ?
- La Médinform leur offrira des instruments libérateurs.
- Les gauchistes politiques ?
- On ne peut plaire à tout le monde : pas de démagogie.
- Et les bouilleurs de cru ?
- Statu quo.

Il y eut un silence ; mon bain-trust donnait des signes de fatigue.

— Comment développer tous ces thèmes ? dis-je en bâillant.

— Il faut fonder un journal régional, dit Chelet.

— Un journal régional à destin national ! s'exclama Delordre.

Cette idée réveilla l'assistance. On créait déjà les rubriques de notre quotidien. Trois pages essentielles : amours, argent, santé. Le reste concernerait la vie politique, c'est-à-dire principalement des reportages sur les différents aspects de mon existence, et sur l'action de mon équipe. Il n'y eut de discussion que sur le titre du journal : certains voulaient *l'Auvergnat libéré*, songeant au public ouvrier ; d'autres penchaient pour *l'Auvergnat indépendant*, pensant au public paysan. Mais ce fut le public commerçant qui l'emporta : nous nous mêmes d'accord pour lancer *l'Auvergnat libéral*...

Mais *l'Auvergnat libéral* ne parut jamais. Il se produisit, en effet, un tremblement de terre dans la vie politique ; le régime fut secoué par l'opposition, notre VI<sup>e</sup> République faillit être emportée, et des élections brutales furent décrétées par le chef de l'Etat. J'étais pris de court. D'autre part, la Médinform avait des ennuis financiers dus à la concurrence du géant américain, imbattable sur le plan du sexe, ce qui rendait risqué mon maintien à la tête de la société. Que faire ? Entre faire faillite et faire carrière, je n'hésitai pas : je

## MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

fonçai, j'obtins le soutien du parti majoritaire en abandonnant mon projet de mouvement. Notre société fut sauvée *in extremis* par des subventions du gouvernement, à cause de son intérêt national ; et peu après, j'étais élu dans la foulée, par la masse des citoyens cramponnés à l'ordre établi. Ce fut du facile, hélas : à vaincre sans péril on triomphe sans gloire, notait Chellet ; mais aussi, il faut suivre sa pente lorsqu'elle monte... En réalité, une nouvelle vie m'attendait. J'allais pouvoir m'adonner aux plaisirs du députanat, pardon : aux charges de la députation.

(à suivre)